



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

18346

CONCEPTION ET MISE EN ROUTE D'UN MECANISME  
POUR L'INFORMATION DES ENTREPRISES  
DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

DP/CMR/86/018  
CAMEROUN

Rapport technique : Avancement de la deuxième phase du projet\*

Etabli pour le Gouvernement du Cameroun  
par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,  
organisation chargée de l'exécution pour le compte  
du Programme des Nations Unies pour le développement

D'après l'étude de :  
Mme A. David, Conseiller technique principal  
M. M. Yankwa, Responsable national du projet

Fonctionnaire chargé de l'appui : M. Juraj Pavlik  
Service de l'infrastructure institutionnelle

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Vienne

\* Document n'ayant fait l'objet d'aucune mise au point rédactionnelle.

# T A B L E   D E S   M A T I E R E S

---

	Page
RESUME	2
INTRODUCTION	3
1 - <u>PROGRAMME DE TRAVAIL</u>	5
1.1. Pour l'ensemble du Mécanisme	5
1.2. Actions propres à un membre du Mécanisme	6
2 - <u>RESULTATS</u>	7
2.1. Validité du Mécanisme d'Information Industrielle	7
2.2. Difficultés à surmonter - Moyens de les résoudre	9
2.3. Etat d'avancement de la deuxième phase	12
3 - <u>DESCRIPTION DES ACTIONS ET DES INTERVENTIONS</u>	16
3.1. Pour l'ensemble du Mécanisme	16
3.2. Actions propres à un Membre du Mécanisme	18
4 - <u>PROGRAMME D'ACTION</u>	22
4.1. Pour l'ensemble du Mécanisme	22
4.2. Programme spécifique à chaque membre	22
<u>CONCLUSION</u>	24
<u>ANNEXES</u>	
I. Compte-rendu du Voyage d'Etude	25
II. Programme de travail de la mission du CTP du 11 Novembre au 20 Décembre 1989.	40

SIGNIFICATION DES SIGLES (1)

- . CAMPAC : Réseau Télématique Camerounais
- . CAPME : Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises
- . C.C.E. : Commission des Communautés Européennes
- . C.C.I.M. : Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines
- . CENADI : Centre National de Développement de l'Informatique
- . C.N.C.C. : Centre National des Chargeurs du Cameroun
- . C.T.P. : Consultant Technique Principal
- . D.I. : Direction de l'Industrie
- . DPMEA : Direction des Petites et Moyennes Entreprises  
et de l'Artisanat.
- . E.N.P.C. : Ecole Nationale Polytechnique du Cameroun
- . F.A.O. : Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
- . FOGAPE : Fonds d'Aide et de Garantie des Crédits aux  
Petites et Moyennes Entreprises
- . INTIB : Banque d'Information Industrielle de l'ONUUDI
- . ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le  
Développement Industriel.
- . SIDFA : Conseiller Industriel Principal Hors Siège de l'ONUUDI
- . S.N.I. : Société Nationale d'Investissement.

---

(1) . Les sigles figurant dans l'Annexe II, sont explicités dans  
l'Annexe même.

R E S U M E

---

La deuxième phase du projet, phase de réalisation, a démarré au deuxième semestre 1989. Ont été réalisés dans le cadre du programme prévu : un voyage d'étude en Europe - un fichier d'entreprises en activité, et le schéma directeur pour l'informatisation - le démarrage de quatre unités d'information - le démarrage de banques de données documentaires, sur le même schéma, avec un logiciel commun - la préparation d'un manuel de fonctionnement.

Des difficultés non négligeables existent. Elles sont solubles dans les conditions actuelles

Des propositions et des recommandations seront faites à cet effet à la prochaine réunion tripartite, ainsi que pour accroître la viabilité du Mécanisme.

Ce rapport, rend compte de la situation, décrit le travail effectué, commente les résultats, et présente un programme pour compléter ce qui n'a pu être réalisé au cours de la présente mission.

---

## I N T R O D U C T I O N

Cette mission a pour but de développer la deuxième phase du projet.

La première phase initiée en Mars 1988 a été considérée comme terminée en Avril 1989, à la suite de la première Réunion Tripartite pour l'examen du projet, le 15 Mars 1989.

Un rapport technique sur la fin de la première phase a été élaboré en Juillet 1989 par les deux responsables du projet. Il a été édité par l'ONUDI en Septembre 1989 et diffusé à tous les responsables des organismes membres du Mécanisme.

En fait, dans la période de Mai à Septembre 1989, les activités de la première et de la deuxième phase ont été mêlées.

Rappelons que la première phase est essentiellement une phase préparatoire à la deuxième phase qui est l'exécution du programme pour aboutir au fonctionnement du Mécanisme, objet de la troisième phase. Dans le cadre de la deuxième phase et précédemment à cette mission, ont eu lieu :

- Un voyage d'étude en Europe effectué du 04 au 21 Octobre 1989 en Autriche, Luxembourg, Belgique, France, Suisse. Il a donné lieu à la visite de 26 organismes variés (Organisations Internationales, Banques finançant des projets de développement, Ministères, Fédérations professionnelles, Instituts spécialisés, Services de Documentation et d'Information pour les Entreprises.

La Délégation composée de six représentants Camerounais et d'un représentant de l'ONUDI, était conduite par les deux responsables du projet : Mme Antoinette DAVID, et Monsieur Martin YANKWA. Un compte-rendu du voyage figure en annexe (Annexe 1).

...

- L'intervention à la C.C.I.M. du 03 Septembre au 10 Octobre 1989 du Consultant du Fichier National des Entreprises. Cette intervention a fait l'objet d'un rapport spécifique diffusé en Janvier 1990 aux organismes qui participent à l'élaboration du fichier : Rapport Technique "Création du Fichier National des Entreprises du Cameroun - Deuxième phase - Avancement des travaux et préparation du traitement informatique et du fichier" par René BAYLAC).

1 - PROGRAMME DE TRAVAIL

Au programme de travail, dressé par les responsables du projet (voir Annexe 2), d'autres actions ont été entreprises, à la demande du SIDFA, ou selon les nécessités du programme.

Les actions entreprises concernent, les unes l'ensemble du Mécanisme, les autres un des membres du Mécanisme. Il s'est agi essentiellement :

1.1. - Pour l'ensemble du Mécanisme

- Promotion du Mécanisme : mise au point d'un dépliant sur le Mécanisme avec les conseils d'un journaliste pour la présentation.
- Mise en route des banques de données :
  - appui d'un Consultant Documentaliste Camerounais
  - exploitation du bordereau commun.
- Extension de l'INTIB à Yaoundé par l'installation de deux noeuds et la formation des responsables.
- Recherche de possibilités de financement en complément à l'appui de l'ONUDI et après la fin du projet.
- Rédaction d'un manuel de fonctionnement du Mécanisme.
- Etude de la connexion des banques de données créées dans le Mécanisme à d'autres banques de données au Cameroun et à l'étranger :
  - . compatibilité des fichiers pour l'exploitation sur le logiciel MICRO ISIS
  - . Accès en ligne par le réseau CAMPAC.

...

- Formation du personnel au Logiciel MICRO ISIS.
- Coopération du Mécanisme à des projets nationaux (Projet Intégration des Femmes dans le Développement Industriel) et régionaux (Projet de Réseau d'Information Economique et Commerciale entre cinq pays d'Afrique Centrale dont le Cameroun).

1.2. - Actions propres à un membre du Mécanisme

Il s'est agi d'interventions du C.T.P. et du Coordinateur National chez certains des membres du Mécanisme, soit pour aider à la mise en place de l'Unité d'Information (à la D.I., à la DPMEA, au FOGAPE), soit pour aider au développement des possibilités d'information (au CNCC), soit aussi pour contribuer à aplanir des difficultés, (à la CCIM).

...

2 - RESULTATS

Le programme de travail a été réalisé dans la totalité pour beaucoup de postes, partiellement pour quelques-uns. Nous en donnons la description et l'explication au parag. 3 "Description des actions et des interventions".

Globalement et sur les points essentiels, les résultats, complétés par l'intervention pour le Fichier National des Entreprises, confirment la validité, l'utilité et les possibilités de réaliser le Mécanisme d'Information Industrielle avec les moyens camerounais. Ils permettent également de cerner les difficultés pour le réaliser ainsi que les conditions pour les aplanir.

Ces résultats enfin donnent la situation de l'état d'avancement de la deuxième phase.

Sur la base de ceux-ci le rapport d'évaluation du projet pour la prochaine réunion tripartite a été préparé, et plus précisément les conclusions et les recommandations.

Le programme proposé (voir parag. 4) avant la prochaine mission du C.T.P. consiste essentiellement à terminer les actions en cours.

2.1. - Validité du Mécanisme d'Information Industrielle

Des résultats positifs le montrent.

- . Monsieur le Ministre de l'Industrie, ainsi que les Directeurs de l'Industrie, des PME et de l'Artisanat, du FOCAPE, du CAPME approuvent et soutiennent le projet et mettent à la disposition les moyens humains et matériels possibles.
- . Des banques de données ont démarré.

...

- . Le Fichier National des Entreprises groupe 4.500 entreprises vivantes. avec le concours effectif des organismes qui ont accepté de l'alimenter. L'informatisation est possible, le cahier des charges est réalisé, plusieurs possibilités sont envisagées.
  
- . Les unités d'information de la D.I., du FOGAPE et du CAPME ont commencé à fonctionner : réponses à des questions posées par les entreprises - diffusion d'un bulletin - (ou d'une revue) - constitution d'un fonds documentaire.
  
- . Le voyage d'étude a permis aux participants d'avoir une meilleure confiance en leurs possibilités, d'élargir leurs connaissances de moyens d'information, de prendre des idées, et surtout d'élargir leurs possibilités de s'informer en Europe et dans les Organisations Internationales.
  
- . La capacité du Cameroun à pouvoir informer les entreprises commence à être perçue par certaines administrations et entreprises.
  
- . L'acquis actuel permet d'envisager des coopérations à l'étranger, certains contrats, et aussi de mettre en route la commercialisation du Mécanisme d'Information : la vente des produits et des services d'information est possible et nécessaire.

...

2.2 - Difficultés à surmonter - Moyens de les résoudre

- Le retard pris par certains membres du Mécanisme à mettre en place et faire fonctionner les unités d'information :

. à la C.C.I.M. : le programme n'a pas démarré. Une nouvelle organisation des activités d'information, et la volonté du Président de remédier à ce retard devrait permettre le démarrage.

. à la S.N.I. :

En dépit de la volonté du Président de disposer d'un centre d'information, de la compétence du Directeur de l'Information, un manque de personnel, et des blocages intenses ont retardé la réalisation du programme prévu. Une étude de la situation et des moyens de la débloquent est à faire.

- Equipement informatique

L'équipement nécessaire existe à la D.I., à la DPMEA, au FOGAPE, au CAPME, et en principe à la S.N.I.

Mais il est nécessaire d'assurer une formation du personnel, ainsi qu'en entretien fiable.

Des accords pour cela sont à conclure avec le CENADI. L'intervention d'un Consultant National est prévue dans le projet.

D'autre part la C.C.I.M. ne dispose pas d'équipement, ce qui retarde l'informatisation du Fichier des Entreprises. Diverses solutions sont envisagées. Un accord avec le CENADI serait semble-t-il la meilleure solution.

- Personnel

Les responsables des Unités d'Information qui sont en cours de démarrage, ont tous les qualités requises pour conduire ces unités : ce sont des cadres, ayant l'expérience du fonctionnement de leur organisme, connaissant bien les sujets dont ils traitent, et participant, dans le prolongement de l'Unité d'Information à des tâches précises. Ils sont ainsi en mesure de savoir quelles informations fournir, comment les fournir, et quelles informations exploiter. Ceci est le fondement de l'efficacité des unités et c'est grâce à ces cadres qu'elles ont démarré et que leur utilité est démontrée. Mais, du fait même de cette situation, ils se heurtent à des difficultés :

- le manque de temps puisque aucun ne peut et ne doit travailler à 100 % aux seules tâches de l'Unité d'Information. Pour y remédier, il faut dès maintenant leur adjoindre des documentalistes techniciens de la documentation, qui les soulageront des tâches d'exécution, leur permettant de se consacrer à l'essentiel : le choix des documents et des informations à traiter, le choix des informations à diffuser et des modalités de diffusion, l'interface avec les utilisateurs, la gestion de l'Unité d'Information. Selon les possibilités, ces techniciens pourront avoir besoin d'une formation complémentaire, ce qui est prévu dans le projet.

- un risque d'isolement progressif dans leur organisme, soit pour leur promotion, soit pour pouvoir continuer à participer effectivement à d'autres activités.

Inversement il est tout aussi possible, qu'étant donné leurs compétences, ils soient mutés dans d'autres activités.

Il conviendra d'évaluer ces risques avec chaque responsable d'unité et avec leur direction, afin de prévoir dans chaque cas, les mesures nécessaires.

- Compatibilité avec d'autres projets d'information

Des projets d'informations liées à l'industrie sont en cours : réseaux régionaux d'information économique, banques de données des travaux de recherche, en particulier.

Il y a le risque qu'ils soient réalisés sans relation avec le Mécanisme, ce qui entraînerait des pertes de temps par double emploi, et une moindre efficacité, faute de coordination et de complémentarité entre eux.

Ce risque peut être évité, en confiant au point focal du Mécanisme, le centre d'information industrielle de la D.I., la responsabilité d'assurer la compatibilité et la coordination de tels projets avec le Mécanisme.

- Survie du Mécanisme

Le Mécanisme est encore très fragile, sa survie n'est pas encore assurée, parce que :

- les difficultés exposées ci-dessus sont réelles, et risquent si elles demeurent, de l'étouffer

- une population croissante d'utilisateurs est nécessaire, ce qui n'est possible qu'en maintenant la qualité des services, et la promotion, ainsi qu'un fonds assuré de clientèle.

Les moyens d'y parvenir seront proposés à la prochaine réunion tripartite :

- des moyens croissants (hommes, équipements, documents) seront nécessaires pour assurer le développement. Les budgets sont limités, dans la conjoncture actuelle. Une politique de commercialisation est à conduire.

...

2.3. - Etat d'avancement de la deuxième phase

Nous donnons sur le tableau ci-contre la situation de la deuxième phase du projet.

A cet effet, nous référant au document de projet, nous indiquons pour chacune des opérations prévues dans la phase II, ce qui est réalisé (dans le cadre du programme, et au-delà), ce qui reste à réaliser.

...

Projet DP/CMR/86/018

Situation de la 2ème phase du projet ( juillet 89 à janv. 90 ) : phase en cours (1)

Elément du projet	Actions réalisées	Actions réalisées au delà du programme	Reste à réaliser dans la 2ème phase
<p>2.2.1 <u>Banques de données</u> .DI -études, rapports  -moyens d'inf.  .CCIM -entreprises camerounaises  .DPMEA  .Autres membres FOGAPE</p>	<p>Traitement de la doc. int. et ext. démarrage du traitement informatique démarrage du fichier (programme 1ère phase)  Cahier des charges pour le traitement informatique Accord des participants au fichier Traitement en cours des documents int. et ext.</p>	<p>Exploitation de la banque nationale des études vocabulaire de mots-clés  Vocabulaire de mots-clés  traitement des doc. disponibles à la direction des Etudes</p>	<p>Terminer le traitement inf. des documents  regrouper les fichiers des autres membres démarrage du fichier informatique  démarrage du fichier informatique  Terminer le traitement inf. de tous les documents</p>
<p>2.2.2 <u>Bulletin d'inf.</u> .par la DI  .par la CCIM</p>	<p>diffusion préparation d'une feuille d'inf. diffusion régulière d'une revue</p>	<p>diffusion du c.r. des réunions de conjoncture</p>	<p>diffuser la feuille d'information</p>
<p>2.2.3 <u>Cellule d'inf.</u> .à la DI  .à la SNI</p>	<p>mise en route (programme 1ère phase)</p>		<p>cellule opérationnelle organisée mettre en route (1ère phase). Rendre opérationnel</p>

. à la DPMEA

. au FOGAPE

. au CAPME

. à la CCIM

. au CNCC

2.2.5

Enseignement

. Séminaires

. Voyage d'étude

. Entraînement aux  
banques de  
données

. Module pour gérer  
les informations

2.2.6

Produits INTIB

Ouvrages

. CAPME

. FOGAPE

. DI

. CCIM

. DPMEA

. SYNDUSTRICAM

mise en route (1re phase)  
cellule opérationnelle

gestion d'une u. inf.  
(1ère phase)

6 responsables came -  
rounais en Europe

participation de deux  
agents à un sem. FAO

préparation d'un manuel  
(1ère phase )

mise en route du noeud  
INTIB  
exploitation des doc.  
ONUDI

mise en route du noeud  
INTIB

cellule d'inf. à l'étude

Le point focal INTIB  
est opérationnel

mettre en route  
(1ère phase)  
rendre opé.  
rendre opé.  
améliorer l'org.  
mettre en route  
(1ère phase)  
rendre opé.

assurer la forma-  
tion de tous les  
agents qui en-  
trent des données;  
terminer le manuel

exploiter les doc.  
ONUDI  
promo. du pt.  
focal

fourniture des  
doc. ONUDI  
livraison doc.  
commandée(1ère  
phase)

" " "  
" " " "

2.1  
Coordination

réunion avec les membres  
du Mécanisme  
réunion avec les direc-  
tions

préparation d'une bro-  
chure de présentation  
du Mécanisme

2.3.1.2  
Batiment  
. DI

aménagement salle doc.  
rangement des doc.

regrouper le per-  
sonnel dans des  
bureaux voisins

. FOGAPE

aménagement salle doc et  
2 bureaux

. DPMEA

aménagement salle doc

. SNI

aménagement salle  
accueil et doc.

. CCIM

" " "

2.3.2.3

Matériels  
(apport du PNUD )  
. équipement infor-  
matique

livraison à la DI  
" " " DPMEA  
mise en route des pro-  
grammes

poursuivre mise  
au point des pro-  
grammes.

. photocopie

livraison à la DI

(1) Un tableau semblable est dressé sur la 1ère phase du projet  
(voir le rapport technique sur la première phase du  
projet , juillet 89 )

### 3 - DESCRIPTION DES ACTIONS ET DES INTERVENTIONS

#### 3.1. - Pour l'ensemble du Mécanisme

##### . Implantation de noeuds INTIB à Yaoundé

- Un contrat a été passé à Monsieur NKODO Gabriel du CAPME, pour la formation et pour l'implantation des fichiers INTIB à la D.I. et au FOGAPE.
- Trois jeux des banques de données INTIB à jour en Janvier 1990 ont été adressés par Vienne au SIDFA, à l'attention du point focal et des deux noeuds prévus.
- Le programme de la semaine de formation a été mis au point.

##### . Intervention d'un Consultant Documentaliste National

- Un contrat a été passé pour une intervention d'un mois. Le programme prévu a été réalisé. C'est-à-dire, :

Contrôle et enregistrement de 400 documents

Indexation

Installation du logiciel MICRO-CDS-ISIS à la D.I.

Mise en place d'un Fichier National des Etudes à la D.I.  
et entraînement du personnel à la saisie sur ordinateur.

##### . Recherche de possibilités de financement

Trois voies sont possibles, après consultation des responsables des organismes intéressés :

- auprès de la C.C.E pour l'accès en ligne et la consultation de la banque de données statistiques

- auprès de la Coopération Française pour l'utilisation de deux centres d'information spécialisés : les industries alimentaires, le bois (réception des publications, réponses aux demandes de renseignements).
- auprès de la Coopération Canadienne pour des stages au Canada dans des centres d'information pour les entreprises.

. Rédaction d'un manuel de fonctionnement

Le projet de guide pour répondre aux questions, primitivement prévu, a été étendu à la réalisation d'un véritable manuel.

Il est en cours de rédaction par les deux responsables du projet, et par le Directeur des Etudes de l'ENPC.

Trois parties sont prévues. Le plan et la première partie ont été terminés.

. Connexion aux banques de données

Une démarche a été faite auprès de INTEL CAM pour la connexion sur le réseau CAMPAC, et auprès des Douanes pour la Consultation en ligne des banques de données.

. Formation au Logiciel MICRO-ISIS

Deux personnes ont suivi un Séminaire organisé par la FAO. Il n'a pas été possible au FOGAPE et à la DPMEA de déléguer quelqu'un.

. Coopération à des projets régionaux d'information

Une rencontre a eu lieu avec le CTP du projet de réseau d'information économique et commerciale entre cinq pays d'Afrique Centrale dont le Cameroun. Il s'avère que les deux

projets sont complémentaires, et devraient être facilement articulés : le projet régional alimentant le Cameroun en informations sur les autres pays, le Mécanisme drainant vers la C.C.I.M. les informations économiques et commerciales du Cameroun destinées au réseau régional. La réalisation dépend de l'existence à la C.C.I.M. d'une unité d'information organisée.

3.2. - Actions propres à un membre du Mécanisme

. Direction de l'Industrie

L'Unité d'Information a démarré :

- Les équipements prévus sont en place. La mise en fonctionnement est en cours.
- L'organisation est au point.
- Les banques de données, documents et organismes sont commencés : 300 documents traités, dont une centaine entrées en mémoire.
- Le service regroupe également systématiquement d'autres sources d'information : idées de projet, Fichier des Entreprises agréées, technologies adaptées, données sur les filières du Plan Directeur d'Industrialisation, réglementation industrielle, commerciale, fiscale, monétaire, sources de financement...
- Un bulletin de conjoncture est diffusé régulièrement
- Une feuille mensuelle d'information est en préparation
- Il est répondu à une trentaine de questions par semaine.
- Un programme d'action à court terme a été prévu.

...

. Direction des PME et de l'Artisanat

- L'implantation de l'Unité d'Information dans un local adapté a été étudiée et est en cours.
- L'entraînement du personnel au catalogage des documents et à l'indexation a été poursuivie.
- Un plan de rangement a été établi.
- Il est d'ores et déjà répondu à des demandes de renseignements.
- Un programme d'action à court terme a été prévu.

. F O G A P E

- L'Unité d'Information a démarré.
- L'étude des besoins à satisfaire, et le programme de réalisation proposés par le CTP a été approuvé par la Direction.
- Quatre personnes sont affectées à l'Unité d'Information.
- L'aménagement dans de nouveaux locaux a été étudié, accepté et est en cours.
- Les fichiers Documents et Organismes ont démarré :  
200 documents catalogués et indexés.
- L'implantation du logiciel MISCRO-ISIS est en cours.
- Un bulletin d'information n° 0 a été soumis à la Direction, en se guidant sur l'analyse des besoins.
- Le service répond à une vingtaine de questions par semaine.
- Un fichier de Consultants a été initié.
- Un programme d'action à court terme a été préparé.

...

. C. N. C. C.

Une analyse des besoins en information, a été menée, à la demande de la Direction Générale auprès des différents Chefs de Service.

Parallèlement l'on a évalué le potentiel en possibilités et moyens actuels d'information, ainsi que les difficultés et les contraintes qui existent.

Une proposition pour les réduire, et améliorer la circulation interne et externe des informations sera soumise à la Direction.

. C A P M E

Des difficultés existent qui freinent et l'utilisation des banques de données, et l'exploitation des documents ONUDI dont dispose le CAPME. Elles tiennent à :

- un manque de temps du responsable,
- un manque de matériel de rangement,
- une motivation insuffisante du personnel chargé de la documentation.

L'implantation des noeuds INTIB prévue à Yaoundé amélioreront l'utilisation de l'INTIB.

Il sera nécessaire que le CTP recherche avec le responsable, les possibilités et le moyen d'améliorer cette situation.

. C.C.I.M.

Trois types d'actions et d'activités sont à considérer :

a). Le Fichier National des Etudes

Le Consultant a proposé un schéma directeur pour l'informatisation du fichier. Ce plan doit être soumis au CENADI pour fixer les conditions d'exécution par ses soins.

...

D'autre part, un essai de traitement informatique par le logiciel MICRO-ISIS, sur ordinateur RAMSES a été fait par un Bureau de Consultant, sur les fiches d'une vingtaine d'entreprises.

En principe le Fichier National des Entreprises, sera intégré, tout au moins partiellement, au réseau régional d'informations commerciales prévu avec les Chambres de Commerce d'Afrique Centrale.

La situation est ambiguë, et risque de retarder l'avancement du projet.

Il est tout à fait souhaitable, de poursuivre le Fichier National des Entreprises tel qu'il a commencé parcequ'il répond à un besoin national, et est réalisable avec des moyens spécifiquement nationaux, ce qui en assure l'indépendance et l'efficacité.

b) - l'Unité d'Information

Rappelons qu'une analyse des besoins a été faite, en 1988 sur la base de laquelle un programme d'action et de réalisation a été proposé. Jusqu'à présent, tout est au point mort.

Cependant, une restructuration des responsabilités d'information vient d'avoir lieu et le Président de la C.C.I.M. a décidé :

- d'engager une Documentaliste à durée limitée pour démarrer les banques de données et entraîner le personnel d'exécution,
- de reprendre le programme proposé avec le coordinateur de l'information..

c) - les projets des deux réseaux régionaux d'information économique et commerciale.

Il est important, ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus, que la C.C.I.M., représentant camerounais dans chacun de ces projets (et coordinateur pour l'un d'eux), assure l'interface avec le Mécanisme. Pour cela :

...

- l'Unité d'Information prévue est indispensable.  
Le Président en est parfaitement conscient et veillera à la réalisation.
  
- le responsable du fonctionnement du Mécanisme doit être associé à la réalisation au Cameroun de ces deux projets.  
Il assistera à la prochaine réunion.

#### 4 - PROGRAMME D'ACTION

Le programme de la prochaine mission du C.T.P., sera fixé en fonction : des recommandations de la Réunion Tripartite d'Evaluation du Projet - de l'avancement des actions prévues - du programme de la deuxième phase restant à réaliser.

Le programme prévu jusqu'à la prochaine mission du C.T.P. est le suivant :

##### 4.1 - Pour l'ensemble du Mécanisme

- . Mettre au point, éditer et diffuser le dépliant de présentation.
- . Poursuivre la rédaction du manuel de fonctionnement.
- . Implanter les noeuds INTIB à la D.I. et au FOGAPE.
- . Formaliser les démarches pour obtenir des financements.

##### 4.2. - Programme spécifique à chaque membre

###### . Direction de l'Industrie

- . Assurer le fonctionnement des équipements : photocopieur, ordinateur.

...

- Poursuivre la constitution des fichiers en cours et l'informatisation.
- Enregistrer toutes les études du Plan Directeur d'Industrialisation.
- Récupérer la bibliothèque du Plan Directeur d'Industrialisation.
- Tenir un état des demandes de renseignements.
- Rechercher des moyens de financement.
- Dresser une liste des documents à acquérir : abonnements et ouvrages.

. Direction des PME et et de l'Artisanat

Un programme détaillé a été prévu avec le responsable de l'Unité d'Information. Nous en donnons l'essentiel :

- Installer l'Unité d'Information et l'équipement dans les nouveaux locaux selon le plan existant.
- Poursuivre l'enregistrement et l'indexation des documents et des organismes.
- Démarrer le fichier des entreprises agréées.
- Installer l'ordinateur RAMSES, et implanter le logiciel MICRO-ISIS.
- Tenir un état d'avancement des renseignements.

. FO. GA. PE.

- Installer la documentation dans les locaux prévus
- Mettre en route les banques de données avec le logiciel MICRO-ISIS.
- Poursuivre les actions engagées pour la diffusion des informations : réponses aux demandes de renseignements (les comptabiliser) - diffusion du bulletin d'information - dossiers pour les études en cours.

E N C O N C L U S I O N

---

Le programme avance de façon satisfaisante et dans de bonnes conditions, car il dispose de deux atouts majeurs : le soutien des Directions Générales des Organismes qui le constituent - la compétence et le dynamisme des responsables des Unités d'Information qui démarrent.

Les difficultés sont la conséquence logique de cette progression. Elles sont solubles.

Le Mécanisme sera consolidé au fur et à mesure qu'il offrira des services et des produits dont l'utilité et la nécessité seront évidentes. Le stade de non-retour sera franchi quand on ne pourra plus se passer de ces services et de ces produits.

En paliant les difficultés actuelles, en continuant de progresser à l'écoute des besoins du développement industriel, en consolidant les résultats positifs acquis, rien ne semble s'opposer à atteindre ce stade avant la fin de ce projet.

-----

ANNEXE I au Rapport Technique : Avancement de la  
deuxième phase du projet

---

PROJET DP/CMR/86/018

---

10 Janvier 1990

CONCEPTION ET MISE EN ROUTE D'UN MECANISME  
POUR L'INFORMATION DES ENTREPRISES  
DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
CAMEROUN

Compte-rendu du Voyage d'Etude

---

A. DAVID

Consultant Technique Principal

Fonctionnaire chargé de l'appui : M. Juraj PAVLIK

Service de l'Infrastructure Industrielle

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel  
VIENNE

BUT

Dans le cadre du projet Information Industrielle , un voyage d'étude a été organisé du 4 au 21 octobre 1989 en Autriche , Luxembourg , Belgique , France, Suisse .

Le but était de rencontrer des responsables d'organismes internationaux et nationaux liés à l'industrie, choisis pour l'intérêt qu'ils présentent pour le Mécanisme d'Information Industrielle .

Les résultats escomptés étant , par ces visites et par les discussions :

- . Etablir des points d'appui pour avoir dans les pays visités des informations utiles aux organismes dont les représentants ont participé au voyage (voir An. II Les besoins en information de chacun a fait l'objet d'une étude préalable .
- . Offrir aux organismes visités des possibilités de s'informer au Cameroun
- . Recueillir d'utiles enseignements à exploiter pour les unités d'information constituant le Mécanisme d'Information Industrielle

ORGANISMES VISITES ( voir liste , annexe II )

Un éventail aussi différent que possible a été choisi. Ce sont :

- 7 Organisations Internationales :  
ONUDI , CDI , OCDE , UNESCO , CCI , BIT
- 3 Banques et assimilés finançant des projets dans les pays en développement :  
BEI , SNI , CCCE
- 2 Ministères concernés par les Pays en Développement:  
Ministère Français de la Coopération  
Ministère luxembourgeois des Affaires Etrangères,  
Lux Développement , organe d'exécution
- 3 Fédérations professionnelles:  
Chambre de Commerce à Vienne  
Chambre de Commerce à Lyon  
Fédération des Entreprises de Belgique à Bruxelles
- 2 Instituts spécialisés :  
AFNOR , INSEE Observatoire Economique de Lyon
- 6 services ou centres de documentation travaillant pour des entreprises :
  - . 3 centres d'information spécialisés dans un secteur :  
Centre Technique du Cuir à Lyon ,  
Centre Technique du Bois à Paris  
Centre d'Information des Industries Utilisatrices de Produits Agricoles

- . 3 services d'information pour les entreprises :  
Centre d'information de la CCI , Arist ,  
Centre de documentation de l'INSA .

## ORGANISATION

L'ONUDI a chargé ses correspondants dans chacun des pays visités d'organiser les visites .

Un programme mis au point avec les participants a au préalable été communiqué à l'ONUDI ainsi qu'un note expliquant les buts du voyage et les résultats attendus ( voir annexe I )

La liste des participants a également été communiquée à l'avance à l'ONUDI .

Toutes les visites prévues ont pu être faites . Toutefois , nous avons rencontré certaines difficultés mais aussi , dans certains cas une excellente assistance . En effet :

### Au Luxembourg

L'agence Lux Développement chargée de nos visites a assuré l'accueil à l'aéroport , tous les déplacements , et de plus a invité la délégation à des repas et à des visites d'agrément pendant le week-end.

### En Belgique

Le programme a été communiqué in extremis ; la réservation des chambres n'avait pas été prévue . Elle a été faite au dernier moment . Nous n'avons reçu aucun accueil de l'organisme chargé de prévoir les visites

### En France

La délégation a été reçue par l'ACTIM , organisme charge de prévoir les visites . Les visites avaient été bien organisées . Toutes les personnes rencontrées avaient reçu les informations préalables

### En Suisse

L'organisation a été défailante . En effet :  
Les adresses données par téléphone étaient incomplètes ( pour le CCI ).  
Les personnes que nous devions rencontrer pas été prévenues ( au CCI et au BIT pour la documentation )

## RESULTATS

### A)- Résultats d'ensemble

- . Les participants ont tous tiré un profit de chacune des visites . Chacun d'eux le précisera dans son rapport individuel .
- . L'accueil a été partout excellent , les informations ont été données très largement . Elles répondaient dans la majorité des cas aux attentes de chacun et aux particularités du Mécanisme .  
Rappelons que les personnes qui ont reçu la délégation avaient reçu au préalable une note donnant les buts de la visite ainsi que les résultats escomptés . ( voir annexe 1 )
- . La délégation camerounaise a suscité considération et intérêt .Beaucoup de personnes rencontrées ont apprécié de pouvoir ultérieurement s'adresser aux membres de cette délégation pour recevoir des informations sur le Cameroun . A cet effet , il a été remis à chacun des interlocuteurs , un tableau donnant , nom , attribution , adresse et activité de l'organisme représenté .
- . L'ensemble des résultats peut être classé en 4 catégories:
  - ouverture sur les possibilités de s'informer et sur les moyens existants .
  - possibilités d'échanges et de coopérations pour s'informer
  - exemples susceptibles d'être appliqués aux unités d'information qui composent le mécanisme .
  - informations sur l'aide ( financière en particulier) susceptible d'être offerte au Cameroun par certains des organismes visités .
- . Tous les organismes visités ont accepté de répondre aux questions ultérieures et de fournir de la documentation ( en partie gratuitement ) . Nous le précisons au par. B  
De plus des contrats possibles ont été envisagés et feront l'objet d'une demande officielle .  
Ces contrats concerneraient :
  - l'accès en ligne aux banques de données statistiques de la CEE ( par le financement des heures de consultation )
  - l'utilisation de deux centres d'information spécialisés dans les industries agro-alimentaires et dans les industries du bois . Le contrat donnerait : l'accès en ligne aux banques de données , l'abonnement aux publications , la possibilité de poser des questions
- . La variété des organismes visités et des moyens d'information existants chez chacun ont permis aux participants :
  - d'avoir une vision plus large et beaucoup plus réaliste des questions d'information . Rappelons qu'aucun n'est spécialiste en information , mais au contraire expérimenté dans les activités de

son organisme .

- de se rendre compte de la nécessité de disposer d'unités d'informations bien adaptées aux particularités et aux besoins des utilisateurs auxquels l'unité est destinée .
- . Chacun a retiré également des exemples pratiques susceptibles d'être appliqués à son propre cas . Il en sera rendu compte dans les rapports individuels . Cependant nous indiquerons certains aspects valables pour tous :
  - la confirmation de la validité du schéma d'organisation des différentes unités d'information .
  - l'importance des contacts personnels
  - la nécessité de baser toute action en connaissant avec précision les besoins des utilisateurs visés .
  - la nécessité impérieuse de la continuité
  - la nécessité de proposer des modalités de diffusion variées , et variables selon la clientèle .
  - l'utilité de travailler en équipe avec les utilisateurs .

De plus , ils ont pu constater que leurs propres difficultés sont aussi celles des autres .

Enfin , les participants se sont rendu compte de leurs possibilités de faire marcher leur unité d'information , avec les moyens dont ils disposent, et aussi parceque les visites ont contribué à donner confiance à la majorité d'entre eux .

- . Les discussions et exposés ont souvent débordés le cadre strict de l'information et de la documentation. En effet :
  - des renseignements très précis ont été donnés sur l'organisation , les activités , le fonctionnement des organismes visités .
  - tous les organismes qui ont des relations particulières avec le Cameroun ont fait part des difficultés, des résultats ; certains ont souhaité des conseils ( exemple , le service Etudes de la Caisse Centrale de Coopération , la section Cameroun de la Direction du Développement à la CEE , la SNI en Belgique , la Division du Financement à la BEI ... Les détails sont donnés par le rapport individuel de chacun .
  - une méthode pratique d'évaluation des projets mise au point par la CEE nous a été expliquée .

#### B)- Résultats spécifiques à chaque visite

Nous énumérerons pour chacun des organismes visités l'intérêt particulier qu'il présente pour le Mécanisme

Office Statistique de la CEE à Luxembourg

Parmi les publications de l'Office , celles qui sont d'un intérêt direct pour l'industrie au Cameroun sont :

- les Annuaires des statistiques de base de la Communauté
- l'Europe en chiffres
- les statistiques de base de l'ACP
- les rapports sur les pays de l'ACP
- l'annuaire statistique du Commerce Extérieur
- le commerce extérieur avec les pays de l'ACP

De plus ,ainsi que nous l'avons signalé précédemment . il est souhaitable d'être connecté à certaines des bases de données en ligne :Chronos , statistiques générales , statistiques industrielles , commerce extérieur ; Comext pour les statistiques du Commerce extérieur

Il est conseillé de s'entendre entre les membres du Mécanisme qui en ont plus directement besoin pour négocier un accord de coopération afin de recevoir gratuitement les publications imprimées . La demande est à faire par le Directeur de l'Industrie au Cameroun au Directeur de l'Office , Mr.FRANCHET Direction des Industries de l'Information et de l'Innovation de laCE

- liste des ouvrages et rapports diffusés par la section de l'innovation
- liste bibliographique des résumés des rapports de recherche communautaire .

Ces documents sont à demander à Monsieur Clément ANDREU à la section de l'Innovation .

Banque Européenne d'Investissement

- rapport annuel d'activité
- échange avec le service de documentation pour :
  - . recevoir la liste des documents reçus au service sur le Cameroun ou les pays avoisinants
  - . faire le service du bulletin de conjoncture de la Direction de l'Industrie .

Direction du Développement de la CEE

- recevoir les études ( la liste , en premier lieu ) effectuées dans cette division . S'adresser à Mr. Miguel ANACOTERA CORREIA, chef de la Division de la Coopération Industrielle et Minière . Demande à adresser par le Directeur de l'Industrie .

Fédération des entreprises de Belgique

- recevoir le bulletin (pour être au courant des coopérations entre entreprises belges et entreprises africaines )
- faire le service du bulletin de conjoncture pour informer régulièrement les entreprises belges sur le Cameroun par le biais du bulletin de la Fédération .

La demande est à adresse à l'attaché commercial de l'ambassade de Belgique au Cameroun ( ce dernier a été informé de notre visite en Belgique )

Centre de Développement industriel à Bruxelles

- liste des publications
- profils de technologie
- service du Courrier
- consultation systématique du service de documentation

La demande est à adresser au chef de service de la documentation : Monsieur Babs.O. ADENAIKE

Société Nationale d'Investissement à Bruxelles

- consultation du service de documentation
- faire le service du Bulletin de Conjoncture .

La demande est à adresser à Mr. DEPREAY , chef du service de documentation .

Se mettre également en relation avec Monsieur BOSSMANN , responsable des ententes en joint-venture entre entreprises belges et entreprises africaines ( notamment au Cameroun

OCDE- DEVELOPPEMENT

- liste des publications de l'OCDE
- liste des publications du centre de développement
- apporter une coopération au service chargé de répertorier les organismes de recherche : informer sur le Cameroun, recevoir la liste établie par l'OCDE Développement
- liste des nouvelles acquisitions de la bibliothèque

La demande est à adresser à Monsieur FOSSI , directeur

Centre Technique du Bois

Nous avons proposé de négocier avec la Coopération Française un contrat pour financer des demandes de renseignements , le service du bulletin bibliographique

AFNOR

Participer au projet AFNOR/Coopération Française pour la fourniture par l'AFNOR de service d'information et de documentation . Une entente est à faire avec Monsieur SUTTER , consultant de l'Afnor au Cameroun pour la documentation . Il est conseillé d'obtenir ainsi :

- le catalogue des normes AFNOR
- la consultation du service de documentation
- l'accès en ligne aux banques de données par CAMPAC

Caisse Centrale de Coopération

- service du Bulletin de conjoncture de la CCCE en contre partie du Bulletin de conjoncture de la Direction de l'Industrie . Un tel service est à assurer directement à Mademoiselle NOVAK , au siège à Paris : melle Novak est le directeur des études .
- connaître les dossiers "produits" préparés par la direction

- des Etudes ; demander ceux qui servent aux membres du Mécanisme .
- demander au bureau de la CCCE à Yaoundé d'être informé régulièrement sur les études générales qui sont diffusées par le Siège
  - faire parvenir à Melle. Novak le rapport de synthèse du PDI ( à demander à Mr. Konaré )
  - s'informer au près de la PROPARCO à Yaoundé sur l'étude en cours au Siège à Paris concernant la mentalité des entreprises en Afrique ( étude signalée par Mr. Jean-Loup FELIZ)

#### Ministère français de la Coopération

- négocier avec le Ministère ( Mr. SEGUIN ) par l'intermédiaire de la Mission Française de Coopération à Yaoundé ( Monsieur Bernard TAQUET , conseiller ) un contrat pour pouvoir disposer des possibilités d'information offertes par le Centre Français de Documentation pour les Industries Utilisatrices de Produits agricoles - le Centre français de Documentation du Bois .
- faire le service du Bulletin de Conjoncture de la Direction de l'Industrie .
- négocier les possibilités de consultation de la base de données IBISCUS du ministère de la Coopération .

#### UNESCO

- à la Bibliothèque :
  - . envoyer les Actes du SIPLAMO ( Séminaire sur l'Information pour la Planification et sa Mise en Oeuvre ) à Monsieur LAREDO, chef des acquisitions .
  - . demander la disquette du thesaurus de l'UNESCO , exploitable sur Microisis
  - . demander la liste des acquisitions ( diffusion trimestrielle )
- au service Informatique ( responsable du logiciel MICROISIS)
  - . informer Monsieur DELBIJO du développement des applications au Cameroun du logiciel Microisis
  - . créer au Cameroun un club des utilisateurs de Microisis ; tenir informé Mr. Delbijo ; recevoir en contre-partie les informations sur les modifications apportées au logiciel

#### CDIUPA

Centre de Documentation des Industries utilisatrices de Produits Agricoles .

- étudier la possibilité de faire connaître régulièrement au CDIUPA les études faites au Cameroun pour les industries agro-alimentaires .
- Demander en contre partie de recevoir les études identifiées au CDIUPA intéressant le Cameroun
- négocier par le Ministère Français de la Coopération un contrat pour utiliser les services du Centre ( voir ci-dessus )

#### INSA ( Bibliothèque )

- recourir à la bibliothèque pour compléter des informations technologiques

ARIST

Agence Régionale de Lyon pour l'Information Scientifique et Technique

- recourir aux services de l'Agence pour des recherches d'informations pour des études , dans le cadre de contrats
- recevoir régulièrement de l'ARIST un compte-rendu des activités

CTC

Centre Technique du Cuir à Lyon

- faire connaître les études sur les industries du cuir réalisées au Cameroun .
- avoir recours au service de documentation pour toutes les recherches d'informations concernant le cuir ( en particulier pour les informations technologiques ou sur le commerce du cuir en Europe )

• INSEE

Observatoire Economique Rhone-Alpes

- avoir recours aux services de l'Observatoire pour toutes recherches d'informations statistiques sur la France .
- recevoir la liste des publications de l'Observatoire et de celles de l'INSEE

CCI

Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

- recevoir régulièrement les notices diffusées par la Direction de l'Information
- diffuser le Bulletin de Conjoncture de la Direction de l'Industrie
- faire appel à la Direction de l'Information pour des renseignements soit sur des entreprises françaises , soit sur des produits français

CCI

Centre du Commerce international

↳ Bibliothèque

- . avoir recours à la bibliothèque pour des renseignements relatifs au Commerce International , en particulier sur les produits
- . avoir le service de FORUM
- . demander les études intéressant le Cameroun
- Service des Chambres de Commerce
  - . faire le service du Bulletin de Conjoncture de la Direction de l'Industrie .
  - . demander de connaître régulièrement les études entreprises par ce Service .

## CONCLUSION

Ce voyage d'Etudes a pleinement rempli les buts assignés.  
En effet :

- Tous les organismes visités sont, à des degrés divers, intéressés par le Cameroun et manquent de possibilités de s'informer avec précision. La visite de la Délégation Camerounaise a offert des sources d'information propres à palier cette difficulté
- Les participants ont puisé d'utiles exemples et reçu d'efficaces indications et encouragements pour faire fonctionner leurs unités d'information. Nous citerons plus particulièrement pour cela : la bibliothèque de la BEI, le CDI à Bruxelles, le service de documentation de la Société Nationale Belge des Investissements, le CDIUPA, la bibliothèque de l'INSA, l'ARIST, le Centre Technique du cuir, le Département Information de la Chambre de Commerce et d'Industrie à Lyon, la bibliothèque du Centre du Commerce International.
- Ils ont pu se rendre compte auprès des organismes qui sont en relation avec le Cameroun pour le financement de projets ou pour des coopérations bilatérales, de la façon dont leur pays est connu, des difficultés ou des facilités rencontrées, de la contribution qu'ils seraient susceptibles d'apporter par une meilleure information. Tel a été le cas à la BEI, au CDI, à la Direction du Développement de la CCE, à la SNI, à la Fédération des Entreprises de Belgique, au Ministère français de la Coopération, au Centre du Commerce International.

Ce voyage a contribué aussi à la formation des participants :

- ils ont élargi leurs connaissances en visitant des services variés, en prenant connaissance de méthodes et de moyens variés, en apprenant ce qui est essentiel dans la fourniture d'informations, en se rendant compte des réelles difficultés -
- ils ont augmenté leur confiance dans les possibilités qu'ils ont de faire fonctionner efficacement pour le Cameroun leur propre unité d'information.

Enfin, la cohésion du Mécanisme s'en trouve renforcée : les responsables ont vécu une même expérience, ont échangé leurs idées, ont réfléchi ensemble à l'application de ce qu'ils ont vu pour le Mécanisme d'Information du Cameroun.

Il convient toutefois de souligner que ce voyage ne sera réellement utile que dans la mesure où :

- chacun appliquera efficacement dans son organisme les enseignements reçus
- les échanges et les coopérations possibles seront effectivement réalisés et suivis.
- les participants feront partager dans leur organisme respectif les informations et les enseignements reçus.

BUT DU VOYAGE D'ETUDES (1)  
-----

Date proposée du 1er au 20 Octobre 1989

Le Ministère du Développement Industriel et Commercial du Cameroun met en place, dans le cadre de son programme d'industrialisation, un ensemble de moyens d'information pour l'industrie. Ces moyens sont articulés entre eux, formant une sorte de mécanisme, permettant :

- de collecter les informations, de les choisir, de les traiter ;
- de répondre sélectivement aux besoins spécifiques aux entreprises, aux promoteurs, aux investisseurs ;
- de produire des banques de données adaptées à l'Industrie Camerounaise.

A cet effet :

l'on renforce et développe les possibilités d'information de 7 organismes qui sont en "prise directe" avec les entreprises : Direction de l'Industrie et Direction des Petites et Moyennes Entreprises au Ministère du Développement Industriel et Commercial, S.N.I (Société Nationale d'Investissement), FO.GA.PE (Fonds d'Aide au Financement des PME), Chambre de Commerce, SYNDUSTRICAM (Syndicat des Industriels du Cameroun), C.A.P.M.E. (Centre d'Assistance aux PME).

Les institutions camerounaises qui produisent des informations industrielles sont associées à cette action.

Un réseau de relations avec les pays étrangers et les Organisations Internationales pour coopérer et échanger des informations est progressivement constitué.

---

(1). Note à adresser à chacun des Organismes visités  
à distribuer aux personnes qui recevront le groupe.

Les participants au voyage d'étude sont les responsables de l'information industrielle dans les organismes ci-dessus mentionnés.

LE BUT du voyage est de :

- a) Rencontrer dans les pays visités les responsables d'Organismes Nationaux ou Internationaux liés à l'Industrie, avec lesquels des échanges d'information existent et sont à renforcer, ou bien n'existent pas encore et il est souhaitable de les établir.
- b) Connaître leur activité, les informations qu'ils produisent (études, statistiques, ...) et la façon dont ces informations sont distribuées ou fournies en particulier dans les pays en développement.
- c) Visiter leur Centre de Documentation pour en connaître l'utilisation, les résultats, l'organisation, le fonctionnement.

RESULTATS ESSENTIELS

- Faire connaître les possibilités d'information industrielle au Cameroun.
- Profiter de l'expérience des personnes rencontrées, des méthodes de travail des Centres de Documentation visités pour renforcer le mécanisme d'information industrielle du Cameroun.
- Etablir ou renforcer des possibilités d'informations réciproques : échanges, diffusion...

LISTE DES ORGANISMES VISITES

---

- . ACTIM            64 rue Pierre Charron 75 008 PARIS - tel. 43 59 97 41  
Madame VUALLEE
- . AFNOR ( Association Française de Normalisation )  
Tour Europe - 92080 PARIS LA DEFENSE tel.42 91 55 55  
MM LEPRETRE ,SUTTER, KOSCIUSKO
- . ARIST            Quai Achille Lignon 69401 LYON - tel. 78 89 29 29  
Monsieur VUAILLAT
- . BEI            ( Banque Européene d'Investissement )  
100 Brd. Konrad Adenauer - L-2950 LUXEMBOURG  
Madame KLEIBER - M. OLMES
- . BIT            ( Bureau International du Travail )  
4 rue des Morillons - GENEVE  
Madame de LEAMONT
- . CCI            ( Centre du Commerce International )  
Palais des Nations 1211 GENEVE  
MM. MAJOLI , Gerd LANGER, DUNNING
- . CCI            ( Chambre de Commerce et d'Industrie )  
Palais de Commerce - 20 rue de la Bourse  
69289 LYON Cedex 02            tel. 78 38 10 10  
Madame JULIEN
- . CCCE            ( Caisse Centrale de Coopération Economique )  
8 Cité du Retiro 75008 PARIS - tel. 40 06 31 31  
Madame NOVAK , MM. JACQUIER , FEIZ
- . CDI            ( Centre de Développement Industriel )  
28 rue de l'Industrie BRUXELLES - tel. 515.75.93  
MM. PEAVOY, ADADE-HELLEBI, TATEPO,ADENAIKE
- .CDIUPA ( Centre de Documentation des Industries Utilisatrices de  
Produits Agricoles )  
1 Av. des Olympiades 91300 MASSY - tel. C9 20 97 38  
Madame CARRA
- . CCE/Développement Berlaymont 200 rue de la Loi BRUXELLES  
MM. MINGUELA , HILD, EGGERS
- . CCE/DG XIII Bâtiment Jean Monnet , rue Alcide de Gasperi  
KIRCHBERG L-292D LUXEMBOURG  
MM. STRUB,GUTTMAN,EGGELS

- . CCE/EUROSTAT 2 Bâtiment Jean Monnet , rue Alcide de Gasperi ,  
Kirchberg , L 2920 LUXEMBOURG  
MM. THIERRY, PAGANONI, BYK
- . CTB ( Centre Technique du Bois )  
10 Av. de Saint Mandé 75012 PARIS - tel. 43 44 06 20  
Mme. GIFFORD
- . CTC ( Centre Technique du Cuir )  
4 rue Herman Frentel - 69289 LYON Cedex 2,  
tel. 78 69 50 12  
MMes GERMANT, MOTTIN
- . FEB (Fédération des Entreprises de Belgique )  
Ravenstein 4 1000 BRUXELLES  
Mr. DELTENDRE
- . INSA ( Institut National des Sciences Appliquées )  
20 Av. Albert Einstein , 69621 VILLEURBANNE Cedex  
tel. 78 94 81 40  
Melle ROBERT
- . INSEE , Observatoire Economique Rhône-Alpes  
165 rue Garibaldi 69 401 LYON  
Mme. FERRAND
- . Institut Belge de Formation , 63 rue Montoyer , BEUXELLES tel.230.27.85  
Mr. BOSSMANN
- . Lux Développement LUXEMBOURG  
Mr. SCHWARTZ
- . Ministère Français de la Coopération  
1bis Av. de Villars 75007 PARIS - tel.45 55 95 44  
Mr. SEGUIN
- . OCDE Développement - 94 rue Chardon Lagache 75 016 PARIS  
TEL. 45 24 28 00  
Mr. FOSSI , Mmes. FURMAN, GRAMM,
- . PROPARCO ( Promotion et Participation pour la Coopération Economique )  
Cité du Retiro , 35-37 rue Boissy d'Anglas  
75 379 PARIS CEDEX 08 - tel. 40 06 31 31  
Mr. FEIZ
- . SNI ( Société nationale d'Investissement )  
63 rue Montoyer BRUXELLES tel.230.27.85  
Mr. ANDRE
- . UNESCO  
7 Place de Fontenoy 75 700 PARIS - tel. 45 68 10 00  
Madame le Conservateur de la Bibliothèque  
Mr. DELBIJO

LISTE DES PARTICIPANTS

---

- Mr. NKODO Gabriel  
Chef de Division de Coordination de Controle CAPME
- Mr. ZIBI EBANGA Edwin  
Responsable Service Presse et Information  
Conseil National des Chargeurs du Cameroun
- Mr. YANKWA Martin  
Chef du Service Statistiques et Informations  
Industrielles - Ministère du Développement  
Industriel et Commercial
- Mme ESSAKA DEIDO Dora  
Chef de Division de la Communication  
Société Nationale d'Investissement ( SNI )
- Mr. BELINGA Betchem  
Chef du Service des Etudes et de la Promotion  
des PME - Ministère du Développement Industriel et  
Commercial
- Mr. ENO MBEI Emmanuel  
Chef de la Division Administrative et Financière  
Chambre de Commerce d'Industrie et des Mines
- Mme. DAVID Antoinette ,  
Consultant Technique Principal du Projet  
Information Industrielle
- Melle. ROEJKER Frederike  
JPO auprès du SIDFA de l'ONUDI à Yaoundé
-

ANNEXE II au rapport technique : Avancement de la deuxième  
phase du projet

---

Mission de Madame DAVID, Conseiller Technique Principal auprès du  
Ministère du Développement Industriel et Commercial

11 Novembre - 20 Décembre 1989

PROGRAMME DE TRAVAIL

Le programme ci-dessous a été élaboré par le Coordinateur National,  
Monsieur Martin YANKWA et Madame DAVID et s'appuie sur :

- le programme d'action proposé dans le rapport technique sur  
la fin de la première phase du projet (document DP/ID/SER.A/1246  
du 07 Septembre 1989).
- les recommandations formulées par les membres du Mécanisme  
d'Information Industrielle à l'issu du Séminaire "Organisation  
Gestion d'une Unité d'Information" (Douala 25 au 29 Avril 1989).
- l'état de l'avancement des travaux depuis la dernière mission,  
tel qu'en a jugé le Coordinateur.

Nous distinguerons : les actions à mener intéressant l'ensemble  
du Mécanisme, et celles spécifiques à chacun des membres.

A - Actions pour l'ensemble du Mécanisme

- . Démarrer l'intervention du Consultant National en documentation  
afin d'initier les banques de données bibliographiques avec le  
logiciel MICRO-ISIS à la Direction Industrielle, à la Direction  
des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, et au  
FOGAPE.

- . Implanter à Yaoundé un noeud INTIB, relai du point focal ONUDI au CAPME. A cet effet :
  - faire suivre un stage de huit jours au CAPME sous la responsabilité de Monsieur NKODO aux personnes désignées par la Direction de l'Industrie et par le FOGAPE ;
  - fournir au FOGAPE : une copie des références de la base IDA au cours des trois dernières années, et des autres bases de données INTIB.
  
- . Mettre au point, éditer et diffuser le dépliant de présentation du Mécanisme d'Information Industrielle.
  
- . Fournir aux membres "Piliers du Mécanisme" la disquette ou un exemplaire papier du Fichier National des Etudes.
  
- . Mettre au point le compte-rendu et le suivi du voyage d'études en Europe, individuellement avec chaque membre du Mécanisme et globalement pour l'ensemble.
  
- . Mettre au point et diffuser un guide de travail pour les membres du Mécanisme, à partir des trois séminaires précédemment organisés.
  
- . S'associer au projet FAO de banque de données agricoles pour la formation au logiciel MICRO\$IS du personnel qui assurera l'entrée des données.
  
- . Evaluer la compatibilité (dans le format, et dans le logiciel) entre les banques de données constituées dans le cadre du Mécanisme et celles susceptibles d'être utilisées pour l'information industrielle, produites au Cameroun en dehors du Mécanisme : banques de données de l'OAPI (brevets), du Ministère de l'Agriculture (études sur l'activité agricole au Cameroun), du Réseau Africain des Chambres de Commerce sur l'information économique (banques de données coordonnées par le Centre du Commerce International, et banques de données coordonnées par l'Association des Chambres de Commerce Francophones et Lusophones), des études et recherches (coordonnées par le MINESRES, avec le concours du CIRAD).

B - Actions propres à un membre du Mécanisme

. Direction de l'Industrie

- Installation et mise en route de l'ordinateur IBM PC et du photocopieur fournis dans le cadre du projet.
- Démarrer l'intervention du Consultant en Informatique
- Résultats du voyage. Mise au point des coopérations à initier et des contrats à solliciter.
  
- Mise au point de l'organisation tant des documents que des activités, et de la répartition des tâches.
  
- Mise en route des banques de données documents et organismes.
- Implantation du noeud INTIB
- Formation à l'entrée des données

. Direction des PME et de l'Artisanat

- Implantation de l'unité d'information dans le local définitif
- Installation et mise en route de l'ordinateur RAMSES, fourni dans le cadre du projet.
- Formation à l'entrée des données avec le logiciel MICROBIS
- Mise en route des fichiers "Document" et "Organismes"

. F O G A P E

- Implantation du noeud INTIB
- Démarrage de l'unité d'information : réalisation du bulletin "O", de la circulation des périodiques, d'un dossier "type".
- Organisation de la bibliothèque
- Répartition des tâches
  
- Mise en route des fichiers "Documents" et "Organismes".

...

. S.N.I.

- Situation du programme de travail et de l'aménagement des locaux
- Suivi du voyage d'études.

. C.C.I.M.

- Etat d'avancement du Fichier National des Entreprises à la suite de la dernière mission de Monsieur BAYLAC (3 Septembre-15 Octobre 1989)
- Programme des actions en cours - compatibilité entre eux.

. C.N.C.C.

- Intervention pour l'évaluation des besoins d'informations
- Résultats du voyage d'études - suite à prévoir.

. C A P M E

- Implantations de noeuds INTIB
- Statistiques d'utilisation et d'exploitation des banques de données INTIB.
- Etat d'avancement de la banque des documents CAPME sur MICROSIS.

. ECOLE POLYTECHNIQUE

- Assister le futur bibliothécaire pour constituer le fichier des documents de la bibliothèque en adoptant le format et le logiciel du Mécanisme.
- Fournir des documents ONUDI.

-----

20 Novembre 1989.